

Nations Unies

ASSEMBLEE GENERALE

NEUVIEME SESSION

Documents officiels



CINQUIEME COMMISSION, 436^e

SEANCE

Lundi 11 octobre 1954,
à 15 heures

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 53 de l'ordre du jour :	
Organisation du Secrétariat (<i>suite</i>)	
Point 38 de l'ordre du jour :	
Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (<i>suite</i>)	29

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

POINTS 53 ET 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation du Secrétariat (A/2731, A/2745, A/C.5/580, A/C.5/581) [*suite*]

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647, A/2688, A/C.5/577) [*suite*]

Discussion générale (*suite*)

1. M. CAFIERO (Argentine) déclare que la réorganisation du Secrétariat a certainement accru les difficultés auxquelles on se heurte toujours dans l'établissement des prévisions budgétaires; c'est pourquoi il tient à féliciter le Secrétaire général pour la manière dont il a présenté (A/2647) les prévisions budgétaires pour l'exercice 1955.
2. Les réformes administratives que propose le Secrétaire général visent à renforcer la coordination entre les différents services du Secrétariat et à réduire sensiblement le montant du budget. Pour l'exercice financier 1955, les prévisions budgétaires accusent une diminution de 1.005.810 dollars par rapport à l'exercice 1954 et de 2.471.252 dollars par rapport à l'exercice 1953. Etant donné que les recettes accessoires envisagées pour 1955 dépassent de 13.100 dollars le montant prévu pour 1954, les économies atteindront au total 1.018.910 dollars et se traduiront par une diminution de 2,13 pour 100 des prévisions entre l'exercice 1954 et l'exercice 1955.
3. Ce sont là les premières économies dues à la réorganisation, et celle-ci ne manquera pas de permettre, par la suite, d'autres réductions de crédits. Sans doute la réorganisation se heurtera-t-elle à de nombreuses difficultés, tant en ce qui concerne la tâche même dont le Secrétariat doit s'acquitter que l'administration du personnel. C'est pourquoi l'Assemblée générale doit donner au Secrétaire général les moyens de poursuivre son œuvre.
4. A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a étudié attentivement le rapport du Secrétaire général (E/2598) et, au paragraphe 3 de sa résolution 557 (XVIII), il a approuvé dans l'ensemble les propositions relatives à l'ordre de priorité et au programme formulées dans les sections II, III, IV et V de ce rapport. La délégation de l'Argentine, qui, au cours du débat général sur les prévisions budgétaires pour 1954, avait souligné l'importance que présente le déve-

loppement économique des pays sous-développés, a approuvé cette décision du Conseil économique et social. Elle estime qu'il serait paradoxal d'approuver ces principes fondamentaux et de refuser aux différents services du Secrétariat les crédits dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur tâche dans les domaines économique et social. C'est pourquoi elle ne pourrait pas se prononcer en faveur d'une diminution des crédits afférents à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), diminution qui aurait pour effet de nuire, directement ou indirectement, au bon fonctionnement de ces deux Commissions.

5. M. Cafiero rappelle qu'au paragraphe 10 de son rapport sur l'organisation du Secrétariat (A/2731), le Secrétaire général avait souligné que la réforme de structure du Secrétariat avait pour objet "d'assurer une intégration plus poussée des travaux d'ordre économique et social, une direction générale plus ferme, une plus grande cohésion dans l'élaboration des programmes internes, le groupement plus logique des fonctions et des responsabilités, la simplification de la hiérarchie administrative et des économies de personnel". Ces principes, qui s'appliquent à la fusion des Départements des questions économiques et des questions sociales, sont aussi valables pour l'ensemble du Secrétariat. C'est en se fondant sur lesdits principes que la délégation argentine approuve les propositions du Secrétaire général relatives à la réorganisation.

6. Au paragraphe 13 de son rapport sur cette question (A/2745), le Comité consultatif suggère "qu'il ne serait pas dépourvu d'intérêt d'envisager une accélération de la réorganisation proposée". En fait, une telle accélération nécessiterait l'ouverture de crédits plus importants pour verser les indemnités dues aux fonctionnaires licenciés. A ce propos, la délégation de l'Argentine tient à rappeler qu'à la huitième session de l'Assemblée générale, elle avait déjà insisté sur la nécessité de créer un fonds spécial pour le paiement des indemnités en précisant qu'elle ne pouvait s'engager à verser la quote-part qui lui serait demandée pour le paiement d'indemnités tant qu'une résolution en ce sens n'aurait pas été adoptée. Elle tient maintenant à réitérer ses observations.

7. Dans son rapport, le Secrétaire général fait mention de mesures visant à assurer une répartition géographique plus équilibrée. Le représentant de l'Argentine se réserve de présenter ses observations lorsque la Commission étudiera en détail les problèmes soulevés par la répartition géographique.

8. A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a étudié les documents A/2512 et E/2607 dans lesquels le Comité administratif de coordination donne des renseignements sur les progrès réalisés en matière de coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. A ce sujet, la délégation de l'Argentine tient à exprimer la préoccupation que

lui cause l'augmentation constante des budgets des différentes institutions spécialisées. Alors qu'en 1955 le budget de l'Organisation des Nations Unies comportera une diminution de 1.005.810 dollars, les budgets des institutions spécialisées (à l'exclusion de celui de la FAO) accuseront au contraire une augmentation totale de 2.584.734 dollars. Par conséquent, en 1955 les dépenses afférentes aux différentes organisations internationales seront supérieures de 1.578.924 dollars aux crédits ouverts pour 1954. Il ressort du tableau qui figure à la page 2 du deuxième rapport du Comité consultatif (A/2688) que le budget de l'Organisation des Nations Unies a atteint un point culminant en 1952; par la suite il a constamment diminué, de 2 pour 100 en 1953 et de 3 pour 100 en 1954. Toutefois, alors que de 1952 à 1955, le budget de l'Organisation des Nations Unies aura diminué de près de 3 millions de dollars, ceux des institutions spécialisées auront augmenté au total de plus de 4 millions de dollars, soit près de 14 pour 100. Le total des budgets des institutions spécialisées est passé de 27.900.000 dollars en 1950 à 38 millions de dollars en 1955, soit une augmentation de 36 pour 100, à supposer que le montant des prévisions budgétaires de la FAO pour 1955 soit égal à celui des crédits ouverts pour 1954.

9. La délégation de l'Argentine tient à insister sur la gravité de ce problème. Elle fait observer que, si la tâche des institutions spécialisées augmente constamment, il en est de même de celle de l'Organisation des Nations Unies. Invoquant l'Article 58 de la Charte, le représentant de l'Argentine estime qu'il appartient à la Cinquième Commission d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur cet état de choses. Sa délégation se prononcera en faveur de toute résolution par laquelle l'Assemblée générale inviterait les institutions spécialisées à prendre les mesures nécessaires pour réduire leurs dépenses.

10. A propos des prévisions budgétaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1955, M. Cafiero déclare que les observations présentées par sa délégation au cours de précédentes sessions s'appliquent également au document soumis cette année à la Commission. Sans doute la réorganisation a-t-elle nécessité une série d'ajustements financiers dont le détail figure aux pages 26 et 27 des prévisions budgétaires pour 1955 (A/2647). Toutefois, il aurait été utile de disposer d'une annexe explicative indiquant dans quelles conditions se sont faits les virements entre chapitres. A ce point de vue, la délégation de l'Argentine estime que le Secrétariat n'a pas communiqué de renseignements suffisamment complets. Les prévisions budgétaires pour 1955 contiennent un chapitre spécial relatif au personnel temporaire et aux consultants; malheureusement, il ne donne aucune indication sur la répartition de ce personnel entre les différents services.

11. Les dépenses relatives aux traitements et indemnités constituent la majeure partie des prévisions budgétaires: 55 pour 100 du total en 1954 et 58 pour 100 en 1955. De 1953 à 1955, ces dépenses ont constamment augmenté. Toutefois, le Secrétaire général a signalé que la réorganisation entraînerait la suppression de 160 postes au Siège de l'Organisation, ce qui devrait permettre, semble-t-il, une réduction des dépenses de personnel. Le représentant de l'Argentine constate avec satisfaction que les crédits concernant le personnel temporaire et les consultants ont eu constamment tendance à diminuer. Il approuve entièrement l'intention manifestée par le Secrétaire général de pro-

céder à des mutations temporaires pendant les périodes de pointe de manière à limiter le recrutement de personnel temporaire. Pour ce qui est des dépenses communes afférentes au personnel, on constate que, malgré la diminution du nombre des postes envisagée par le Secrétaire général, ces dépenses accuseront en 1955 une augmentation de 306.000 dollars par rapport à 1954. En 1955, les frais de voyage du personnel seront de 347.000 dollars inférieurs au montant des crédits ouverts à ce titre en 1954. Le représentant de l'Argentine se félicite de la décision du Secrétaire général de ne pas autoriser de déplacement officiel avant d'avoir examiné l'utilité de ce déplacement.

12. M. Cafiero approuve la proposition du Secrétaire général tendant à charger un comité d'experts d'examiner le régime actuel des traitements et indemnités. Si l'on diminue le nombre des postes et si l'on fait preuve de plus de rigueur dans le recrutement, il faut évidemment accorder au personnel une rémunération équitable. De même, le représentant de l'Argentine estime, comme le Secrétaire général, qu'il convient d'augmenter les dégrèvements forfaitaires au titre des personnes à charge.

13. Le représentant de l'Argentine signale que, par rapport à 1954, le coût des services contractuels accusera en 1955 une diminution de 22.000 dollars seulement alors qu'en 1954 il avait diminué de 106.000 dollars par rapport à 1953. A son avis, il doit être possible de réaliser sur ce poste de nouvelles économies.

14. En dépit des observations qu'il vient de présenter, M. Cafiero apprécie hautement la manière dont le Secrétaire général procède à la réorganisation du Secrétariat. Il constate que, depuis 1951, les dépenses effectives ont été toujours inférieures au montant des crédits ouverts. Grâce à une bonne gestion financière, le Secrétariat a pu réaliser des économies atteignant 297.000 dollars en 1951, 277.500 dollars en 1952 et 576.900 dollars en 1953. Si, en 1951, les recettes accessoires de l'Organisation ont été inférieures de 683.000 dollars aux prévisions, elles les ont dépassées en 1952 de 20.800 dollars et en 1953 de 549.100 dollars. Alors qu'en 1951 les comptes de l'Organisation ont accusé un déficit de 386.000 dollars, l'excédent a été de 298.000 dollars en 1952 et de 1.126.000 dollars en 1953. Pour 1955, on prévoit une économie de 1.100.000 dollars, soit un chiffre supérieur de 523.000 dollars au montant des économies réalisées en 1953.

15. Pour conclure, le représentant de l'Argentine mentionne certains renseignements indiqués dans le document A/C.5/577, et il insiste sur le fait que toute autorisation de virement de crédits entre chapitres du budget doit être accordée avant et non après l'opération. A son avis, il est inutile de procéder à un examen détaillé de chaque chapitre du budget si les chiffres ainsi adoptés par l'Assemblée générale doivent être ensuite modifiés et si le montant des dépenses dépasse, en cours d'exercice, celui des crédits ouverts.

16. M. KIANG (Chine) se propose de ne traiter, pour le moment, que le point 53 de l'ordre du jour, c'est-à-dire l'organisation du Secrétariat. Au cours du débat qui a eu lieu à la Cinquième Commission lors de la huitième session, la délégation chinoise a fait sur ce point un certain nombre d'observations qui restent valables.

17. Le représentant de la Chine se félicite de constater que les propositions du Secrétaire général ont eu pour conséquence une diminution des prévisions budgétaires

alors que précédemment le budget avait tendance à augmenter chaque année; il abordera la question des incidences financières de la réorganisation et des économies qui en seront la conséquence lors de l'examen du point 38 de l'ordre du jour, à savoir les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955.

18. Le représentant de la Chine fait sienne la suggestion qui figure au paragraphe 6 du rapport du Comité consultatif (A/2745) et fait observer qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni des commissions assez semblables au groupe d'étude désigné par le Secrétaire général comprennent des personnes étrangères à l'administration. Les recommandations du groupe d'étude auraient beaucoup plus de poids si le Secrétaire général s'inspirait de cette idée. A cet égard, les raisons que le Secrétaire général a invoquées au cours de la séance précédente n'ont pas convaincu la délégation chinoise du contraire.

19. En ce qui concerne les services des Nations Unies autres que les départements du Siège, qui feront l'objet d'un nouveau rapport du Secrétaire général en 1955, la délégation chinoise prend acte de l'assurance que donne le Secrétaire général au paragraphe 5 de son rapport (A/2731). Il n'est pas encore possible de déterminer si l'Administration de l'assistance technique (AAT) doit conserver le caractère de service indépendant permanent ou doit fusionner avec le Département unifié des affaires économiques et des affaires sociales, mais il ne fait pas de doute qu'il faut coordonner toutes les activités des Nations Unies dans les domaines économique et social tant à l'échelon des services centraux qu'à l'échelon régional.

20. Pour ce qui est de la création d'un Service du personnel et d'un Service financier directement placés sous l'autorité du Secrétaire général, la délégation chinoise avait déjà en 1953 partagé les appréhensions exprimées par le Comité consultatif en ce qui concerne la charge excessivement lourde qu'une solution de cette nature risque d'imposer au Secrétaire général en lui prenant une trop grande partie de son temps. A ce sujet, elle prend note avec satisfaction de l'assurance que le Secrétaire général donne à la fin du paragraphe 9 de son rapport (A/2731).

21. Evoquant ensuite le paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général (A/2731) et le paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif (A/2745), qui traitent des mesures à prendre en matière de recrutement et de promotion, M. Kiang souligne la nécessité d'assurer une juste répartition géographique au sein du Secrétariat.

22. Au sujet de la question de l'échelon de direction (A/2731, par. 13 et 14), le représentant de la Chine ne croit pas qu'il soit souhaitable de prévoir seulement un seul rang, celui de sous-secrétaire. Du point de vue des responsabilités, il pourrait être opportun de faire une certaine distinction hiérarchique entre les hauts fonctionnaires de cet échelon. A ce sujet, M. Kiang voudrait savoir si les chefs du Département de l'information, du Département des conférences et du Bureau des services généraux ont un rang différent de celui des chefs des autres départements, comme semble l'indiquer le schéma du projet d'organisation du Secrétariat au Siège (A/2731, p. 15), ou s'il s'agit d'une impression inexacte que donne la présentation particulière de ce schéma. En ce qui concerne les postes de sous-secrétaires adjoints, le représentant de la Chine partage entièrement l'avis que le Comité consultatif exprime

au paragraphe 21 de son rapport (A/2745) et ajoute que le Secrétaire général ne devrait nommer de sous-secrétaires adjoints qu'en accord avec les sous-secrétaires intéressés et seulement selon les besoins.

23. Le Secrétaire général propose de transférer à Genève la Division des stupéfiants; de l'avis de la délégation chinoise, cette mesure pose un certain nombre de problèmes qu'il serait préférable de résoudre avant de prendre une décision. Il s'agit d'une proposition sans précédent; en effet, pour la première fois, on envisage de transférer ailleurs un service du Siège; si la Division des stupéfiants doit continuer à dépendre directement du Siège, ce transfert ne facilitera pas la tâche du chef du département qui en gardera la responsabilité. En outre, aux paragraphes 28 et 29 de son rapport (A/2745), le Comité consultatif évoque un certain nombre de questions qu'il vaudrait mieux examiner d'une manière approfondie.

24. En ce qui concerne le transfert à Genève de la Division des transports et des communications, le représentant de la Chine attire l'attention des membres de la Commission sur les observations que le Comité consultatif formule à ce sujet au paragraphe 30 de son rapport (A/2745) et notamment à l'alinéa b de ce paragraphe.

25. La délégation chinoise se réserve de faire d'autres observations sur toute question nouvelle qui pourrait être évoquée au cours de la discussion.

26. M. M. I. BOTHA (Union Sud-Africaine) constate que le Secrétaire général a soumis pour l'exercice financier 1955 des prévisions budgétaires qui diffèrent beaucoup des budgets précédents à la fois par la forme de la présentation et par leur montant, enfin inférieur à 40 millions de dollars; il rend hommage au Secrétaire général pour la manière dont il a accompli sa tâche. Il est d'autant plus satisfaisant de voir que les prévisions budgétaires accusent une diminution, alors que précédemment elles avaient tendance à augmenter, que cette diminution est le résultat d'une réorganisation qui avait surtout pour objet d'améliorer le fonctionnement du Secrétariat; ce fait est d'ailleurs logique, car, si l'on parvient à utiliser le personnel permanent avec plus de souplesse, on pourra réduire les dépenses afférentes au personnel temporaire et aux consultants. Le représentant de l'Union Sud-Africaine partage les préoccupations du Comité consultatif en ce qui concerne la forte proportion de postes de rang élevé (A/2745, par. 20) et souhaite que le Secrétaire général revoie la question en tenant compte des observations du Comité consultatif et de l'échange de vues qui a eu lieu à la séance précédente. Ainsi que le Secrétaire général l'a souligné dans un rapport soumis lors de la huitième session (A/2554), on ne pouvait rationaliser les services du Secrétariat de manière à réaliser des économies appréciables sans procéder à un examen de ses fonctions organiques; à ce sujet, M. Botha est heureux que la collaboration entre le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle, d'une part, et le Secrétaire général, d'autre part, ait permis d'obtenir des résultats appréciables, notamment dans le domaine de la documentation.

27. En ce qui concerne la réorganisation du Secrétariat, la délégation de l'Union Sud-Africaine pense, comme le Comité consultatif, qu'étant donné le partage des responsabilités entre l'Assemblée générale et le Secrétaire général, il faut laisser à ce dernier le soin de régler les détails d'organisation (A/2745, par. 3).

Aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, on a souligné qu'il appartenait d'abord au Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, de traiter les questions d'ordre administratif; c'est lui, et lui seul, qui peut assurer à l'Organisation le concours de personnes possédant les qualités requises par la Charte et veiller au bon fonctionnement du Secrétariat.

28. Le représentant de l'Union Sud-Africaine prend acte des modifications de structure auxquelles le Secrétaire général a procédé selon les modalités envisagées dans le rapport présenté lors de la huitième session, et note que le Secrétaire général a décidé provisoirement que l'AAT serait aidée par le Département unifié des affaires économiques et des affaires sociales dans les fonctions organiques et consultatives à remplir aux fins de certains projets; il accueille favorablement la fusion des anciens Départements des questions économiques et des questions sociales, mesure que les membres de la Commission souhaitaient depuis longtemps.

29. Pour ce qui est des propositions du Secrétaire général touchant les hauts fonctionnaires de l'échelon de direction, il paraît difficile de les approuver entièrement. Peut-être un système semblable à celui qu'il propose fonctionne-t-il dans certains pays qui ont reconnu à ce système des avantages certains, mais la délégation de l'Union Sud-Africaine qui n'en a pas l'expérience est assez disposée à penser, comme le Comité consultatif, que les postes du rang le plus élevé sont trop nombreux. Le Secrétaire général propose en outre que tous ces hauts fonctionnaires — sous-secrétaires, directeurs de services et sous-secrétaires adjoints — forment un seul échelon de direction et qu'ils aient rang de sous-secrétaires. De l'avis de M. Botha, le poste de sous-secrétaire adjoint ne saurait être assimilé à celui de sous-secrétaire et appartenir à l'échelon de direction le plus élevé; le sous-secrétaire adjoint ne peut qu'être subordonné au sous-secrétaire. Passant à la question des émoluments des sous-secrétaires et des directeurs, le représentant de l'Union Sud-Africaine attire l'attention des membres de la Commission sur le paragraphe 26 du deuxième rapport du Comité consultatif (A/2688) et notamment sur la dernière phrase de ce paragraphe. A ce sujet, M. Botha cite les chiffres très variables des indemnités de représentation que reçoivent certains directeurs pour montrer qu'il est nécessaire de reviser le régime des indemnités et des indemnités de représentation dans son ensemble.

30. En ce qui concerne l'administration du personnel, le représentant de l'Union Sud-Africaine pense que le Comité consultatif, au paragraphe 13 de son rapport (A/2745), a fourni des arguments de poids en faveur d'une accélération de la réorganisation proposée; aussi M. Botha a-t-il été particulièrement heureux d'entendre le Secrétaire général dire au cours de la 435^{ème} séance (A/C.5/580) qu'il devait être possible de donner partiellement satisfaction au Comité consultatif sur ce point.

31. M. STRAUCH (Brésil) tient à féliciter le Secrétaire général et le Comité consultatif de leurs efforts pour doter l'Organisation d'un Secrétariat efficace et économique, capable de s'acquitter de toutes les tâches que la Charte lui a confiées. Le plan de réorganisation dont la Commission est saisie montre que la confiance que la délégation brésilienne a placée dans le Secrétaire général était pleinement justifiée. Il s'agit d'un plan

détaillé et complet dont l'exécution peut être assurée dans des délais relativement courts et qui doit permettre des économies substantielles, sans préjudice pour les programmes ou pour le personnel. La délégation du Brésil en approuve sans hésitation les grandes lignes, bien qu'elle fasse quelques réserves sur certaines propositions de détail. A son avis, l'efficacité et l'économie ne sont pas des fins en elles-mêmes, mais doivent découler logiquement d'une réorganisation judicieuse. Le Secrétaire général a donc suivi une méthode très sage en essayant d'abord de définir à nouveau le rôle du Secrétariat ainsi que la nature et la portée des tâches dont il peut le plus avantageusement s'acquitter.

32. Il y a lieu de noter que le plan de réorganisation proposé par le Secrétaire général n'implique l'abandon d'aucun programme important. Il est en outre indiqué que la compression des effectifs s'opérera dans le cadre des mouvements normaux de personnel, et n'entraînera pas une réduction des activités du Secrétariat.

33. Comme il est naturel, en raison du champ d'action très vaste que l'Article 55 de la Charte ouvre au Secrétariat, le Secrétaire général s'est surtout préoccupé des activités du Secrétariat en matière économique et sociale. Le développement économique et social des pays sous-développés demeure, à son avis, l'objectif principal du programme de l'Organisation dans ce domaine.

34. La délégation du Brésil constate avec satisfaction que le Secrétaire général n'écarte pas la possibilité de modifier le programme d'activité de l'Organisation, soit en recommandant l'abandon de projets ayant perdu leur intérêt, soit au contraire en poussant certains travaux jugés plus utiles. Elle se félicite également des termes de la résolution 557 (XVIII), dans laquelle le Conseil économique et social a approuvé les propositions du Secrétaire général relatives à l'ordre de priorité et au programme. Il serait en effet fort regrettable que le Secrétariat se borne à assurer le service des réunions et renonce à jouer un rôle actif dans des domaines tels que ceux de l'assistance technique et des questions politiques, économiques et sociales.

35. L'examen du Secrétaire général n'a jusqu'à présent porté que sur les départements du Siège. Il serait souhaitable que le Secrétaire général, lorsqu'il abordera l'étude des services situés hors des Etats-Unis et de l'AAT, s'inspire des suggestions formulées par le Comité consultatif dans les paragraphes 6 et 7 de son rapport (A/2745).

36. Passant aux modifications relatives à la structure du Secrétariat, M. Strauch approuve sans réserve la fusion des Départements des questions économiques et des questions sociales. C'est là une mesure qui est demandée depuis longtemps par la majorité des délégations, et il faut espérer qu'elle pourra prendre effet dans un proche avenir.

37. Le Secrétaire général semble s'être également rallié au point de vue du Comité consultatif sur la nécessité d'intégrer l'AAT au Département des affaires économiques et des affaires sociales, bien qu'il croie préférable de maintenir, pendant la période de transition, une Administration de l'assistance technique distincte. La délégation brésilienne espère qu'il ne s'agit que d'une solution provisoire qui sera réexaminée en temps utile. Il en va de même de l'arrangement qui consiste à remplacer le Département juridique, le Bureau du personnel et le Bureau financier par un Service juridique, un Service du personnel et un Service finan-

cier relevant directement de l'autorité du Secrétaire général.

38. La délégation du Brésil accueille également avec satisfaction la proposition du Secrétaire général tendant à transférer à Genève certains services du Secrétariat. Il serait sans doute plus économique et plus rationnel d'utiliser toutes les possibilités qu'offre l'Office européen des Nations Unies. A cet égard, le Comité consultatif, aux paragraphes 28 et 29 de son rapport, a formulé des observations très pertinentes.

39. Le Comité des Commissaires aux comptes, appuyé par le Comité consultatif, a d'autre part proposé (A/2649, par. 8) de rationaliser le contrôle financier et les comptes des opérations productrices de revenus. On pourrait peut-être à cet égard envisager de grouper dans un budget unique toutes les opérations de ce genre.

40. Pour ce qui est de la réorganisation des services de direction du Secrétariat, la délégation du Brésil approuve les diverses suggestions du Secrétaire général et reconnaît que la nomination de sous-secrétaires adjoints pourra rendre des services appréciables. Elle donnera donc son appui à la proposition du Comité consultatif tendant à autoriser la création, pour une période de transition limitée, de deux postes de sous-secrétaires adjoints. D'après les propositions du Secrétaire général, l'échelon unique de direction comprendrait, outre les sous-secrétaires, des directeurs de services et des sous-secrétaires adjoints. Dans son rapport, le Comité consultatif déclare éprouver des appréhensions au sujet des conséquences que le maintien au Secrétariat d'une proportion aussi forte de postes du rang le plus élevé ne manquerait pas d'avoir. Mais le représentant du Brésil reconnaît avec le Secrétaire général qu'une telle mesure, surtout pendant la période de transition, aurait l'avantage, non seulement de resserrer la collaboration directe entre le Secrétaire général et les autres hauts fonctionnaires, mais encore et surtout d'atténuer la compartimentation administrative à l'échelon supérieur, ce qui permettrait de mieux diriger les travaux qui incombent au Secrétariat.

41. Pour ce qui est des traitements et des indemnités que percevraient les sous-secrétaires et les fonctionnaires supérieurs de rang équivalent, la délégation du Brésil fera connaître sa position lorsque la Commission examinera le rapport spécial que le Secrétaire général doit préparer sur ce point.

42. On constatera avec la plus grande satisfaction que cette réorganisation du Secrétariat se traduit déjà par une réduction très sensible des crédits demandés pour 1955. Il semble que la tendance à l'accroissement continu des dépenses de l'Organisation soit maintenant enrayée. C'est un fait capital dont il faut féliciter le Secrétaire général. D'après le Secrétaire général, la mise en œuvre du plan de réorganisation des services du Siège permettrait d'opérer une réduction de 2 millions de dollars (montant brut) par rapport aux crédits ouverts pour 1954. Les économies réalisées, en ce qui concerne les traitements afférents aux postes d'administrateurs et aux postes d'agents des services généraux, se chiffrent à 1.158.000 dollars et 492.000 dollars respectivement; le solde, soit 350.000 dollars, concernerait les dépenses communes afférentes au personnel. Cette réduction de 2 millions de dollars devrait s'effectuer en trois étapes: a) budget de 1955: 900.000 dollars; b) budget de 1956: 750.000 dollars; c) budget de 1957: 350.000 dollars. On notera toutefois que le Comité consultatif a bon espoir que des réductions

dépassant celles que le Secrétaire général a proposées pourront être réalisées sur les budgets de 1956 et des exercices ultérieurs.

43. Cette politique d'économie fait contraste avec l'accroissement continu des dépenses de certaines institutions spécialisées, qui impose aux Etats membres des charges de plus en plus lourdes.

44. La réduction des prévisions budgétaires s'explique surtout par la suppression de 160 postes, qu'a permise une réévaluation de l'importance relative des divers programmes et projets. Les prévisions relatives au personnel temporaire et aux consultants, aux heures supplémentaires et au sursalaire de nuit, aux frais de voyage et à d'autres dépenses du même ordre accusent également une diminution sensible. Il semble que le budget entre maintenant dans une phase de stabilité.

45. La position prise par le Secrétaire général réalise un équilibre entre deux tendances contraires: d'une part, le souci de réaliser le maximum d'économies en faisant appel à la rationalisation; d'autre part, la nécessité, en raison du caractère dynamique de l'œuvre des Nations Unies, de réserver au Secrétariat une liberté d'action suffisante pour parer aux nécessités du moment et donc de prévoir une marge financière raisonnable qui laisse au Secrétaire général les coudées franches. Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général, pour réaliser des économies budgétaires plus importantes ou plus rapides, l'Assemblée générale devrait prendre des mesures plus strictes que celles qu'il envisage. Il faudrait pour cela apporter aux programmes des travaux de fond des remaniements plus importants et résoudre d'une manière plus rigoureuse la question de l'administration du personnel. Le Secrétaire général ne recommande à l'Assemblée aucune de ces deux solutions, et la délégation brésilienne l'approuve entièrement.

46. M. Strauch est convaincu que les moyens préconisés par le Secrétaire général pour modifier progressivement le programme des travaux de fond sont ceux qui donneront, pour les organes intéressés, les meilleurs résultats. Il est également d'avis que des mesures de licenciement massif destinées à hâter l'exécution du programme de réorganisation porteraient dangereusement atteinte au moral du personnel et procureraient des avantages financiers relativement faibles du fait que cette économie n'interviendrait qu'une seule fois et serait annulée par la nécessité de verser des indemnités de licenciement. Il va de soi que ceci n'exclut pas la possibilité de suivre, en ce qui concerne les mutations entre départements, une politique plus constante et plus stricte.

47. Enfin, dans l'avant-propos du document budgétaire, le Secrétaire général annonce son intention de demander à un comité d'experts d'examiner la possibilité de procéder à une revision détaillée du barème des traitements des administrateurs. Au paragraphe 30 de son rapport, le Comité consultatif indique qu'il entend réserver son opinion à ce sujet pour le moment, en attendant que le Secrétaire général lui fournisse des données plus précises. La délégation brésilienne estime que l'initiative du Secrétaire général se justifie d'autant plus que la réorganisation du Secrétariat va exiger des fonctionnaires des connaissances plus approfondies et une faculté d'adaptation beaucoup plus grande. Il est plus avantageux pour l'Organisation d'avoir à son service des fonctionnaires très compétents, même s'il faut leur donner des traitements élevés, qu'un personnel médiocre et mal rémunéré.

48. Il est regrettable qu'il faille encore revenir sur la question de la répartition géographique des postes. A cet égard, M. Strauch se félicite du désir exprimé par le Secrétaire général au paragraphe 20 de son rapport de prendre des mesures destinées à assurer une répartition géographique équilibrée. En revanche, il éprouve une certaine inquiétude devant l'attitude adoptée par le Comité consultatif au paragraphe 15 de son rapport. La délégation du Brésil ne croit pas qu'il y ait incom-

patibilité entre la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de fonctionnaires possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité et l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Elle espère donc que le Secrétaire général prendra des mesures propres à assurer aux pays sous-développés une représentation satisfaisante à tous les échelons du Secrétariat.

La séance est levée à 17 h. 15.